Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique
Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

Élaboration du plan de prévention des risques d'inondation de la basse vallée du Loup

Alpes-maritimes

Dossier pour l'examen au cas par cas de l'obligation de faire une évaluation environnementale

Personne publique responsable de l'élaboration du PPR

Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-Maritimes

Le présent dossier comporte 18 pages dont les annexes.

Table des matières

Introduction....3
1. Caractéristiques principales du plan....3
1.1. Contexte....3
1.1.1. Cadre réglementaire....3
1.1.2. Circonstances particulières motivant l'élaboration du PPRi....4
1.2. Le projet de PPRI....4
1.2.1. Evolution de l'emprise inondable du PPRi....5
1.2.2. Explication sur les différences entre l'emprise actuelle et celle de projet....6
1.2.3. Le projet de règlement....7
1.2.4. Le projet de zonage....8
2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées....9
2.1. Les communes concernées....9
2.1.1. Roquefort-les-Pins....9
2.1.2. La Colle-sur-Loup....9
2.1.3. Cagnes-sur-mer....9
2.1.4. Villeneuve-Loubet....9
2.2. Enjeux environnementaux des territoires....9
3. Principales incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine....10
3.1. Effets potentiels sur l'étalement urbain....10
3.2. Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles....11
3.3. Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment)....11
3.4. Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages....11
3.5. Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances 11
3.6. Conclusion sur les incidences du futur PPRi :....11
Annexes....13

Introduction

Le projet présenté s'inscrit dans le cadre de la prévention des risques naturels prévisibles d'inondation. Comme le stipule l'article L. 562-1 du code de l'environnement, « l'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations (...) ».

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Alpes-maritimes (DDTM 06) intervient pour le compte du préfet des Alpes-maritimes pour élaborer le plan de prévention des risques d'inondation (PPRi) de la basse vallée du Loup.

Comme le stipule l'article R. 122-17-II du Code de l'environnement, les PPR sont susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas.

L'article R . 122-18 du Code de l'environnement précise le contenu du dossier qui doit être adressé au service régional chargé de l'environnement, service d'appui à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe). L'objet du présent rapport est de communiquer les informations requises à ce titre à la MRAe afin qu'elle puisse se prononcer sur la nécessité ou non de réaliser ultérieurement une évaluation environnementale. La décision qui en découlera devra être jointe au dossier d'enquête publique.

1. Caractéristiques principales du plan

Le plan de prévention des risques (PPR) naturels est un outil réglementaire essentiel de la politique de prévention des risques menée par l'État. Les PPR sont élaborés sur les territoires les plus exposés aux risques après analyse des aléas et des enjeux présents, ils permettent de réduire l'exposition des personnes et des biens aux risques naturels.

1.1. Contexte

1.1.1. Cadre réglementaire

L'élaboration du PPRi sera réalisée selon les modalités définies aux articles L. 562-1 et suivants du code de l'environnement.

Le périmètre du PPRi correspond au Loup et ses affluents sur les communes de Roquefort-les-Pins, La Colle-sur-Loup, Villeneuve-Loubet et Cagnes-sur-mer.

La situation de ces communes en termes de PPRi est la suivante :
- Roquefort-les-Pins n'est actuellement pas couvert par un PPRi,

- Villeneuve-Loubet et La Colle-sur-Loup font l'objet d'un PPRi approuvé le 20 juillet 2000 qui traite notamment du Loup et de ses affluents,
- Cagnes-sur-mer est couvert par un PPRi approuvé le 31 octobre 2001 qui concerne le Loup et d'autres cours d'eau (Cagne, Malvan…).
L'élaboration du PPRi de la basse vallée du Loup emporte révision partielle du PPRi de Villeneuve-Loubet et de La Colle-sur-Loup et du PPRi de Cagnes-sur-mer (Le Loup sera traité dans le cadre du PPRi de la basse vallée du Loup et le périmètre des PPRi en vigueur sera redéfini).

Les communes de La Colle-sur-Loup, Villeneuve-Loubet et Cagnes-sur-mer font partie du Territoire à Risque important d'Inondation (TRI) Nice-Cannes-Mandelieu identifié dans le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) et la commune de Roquefort-les-Pins a été incluse dans le périmètre de la stratégie locale de gestion du risque d'inondations (SLGRI) des Alpes-Maritimes.

1.1.2. Circonstances particulières motivant l'élaboration du PPRi

Les dernières intempéries de la fin d'année 2019, et plus particulièrement celles des 23 et 24 novembre, ont révélé un certain nombre de décalages entre le PPRi de Villeneuve-Loubet et de La Colle-sur-Loup et la réalité de terrain, bien que la crue subie ne soit que d'une période de retour assez courante, inférieure à 50 ans. La révision de ce PPRi s'avère donc incontournable. Pour une cohérence hydrographique, le PPRi sera élaboré sur l'ensemble de la basse vallée du Loup.

1.2. Le projet de PPRI

Le PPR inondation de la basse vallée du Loup va contenir des mesures telles que listées au II- de l'article L. 562-1 du code de l'environnement :

II.-Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

1° De délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2° De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1° ;

3° De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4° De définir, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

III.-La réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur.

IV.-Les mesures de prévention prévues aux 3° et 4° du II, concernant les terrains boisés, lorsqu'elles imposent des règles de gestion et d'exploitation forestière ou la réalisation de travaux de prévention concernant les espaces boisés mis à la charge des propriétaires et exploitants forestiers, publics ou privés, sont prises conformément aux dispositions du titre II du livre III et du livre IV du code forestier.

V.-Les travaux de prévention imposés en application du 4° du II à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs ne peuvent porter que sur des aménagements limités.

Le PPR traitera de la problématique d’inondation par débordement de cours d’eau.

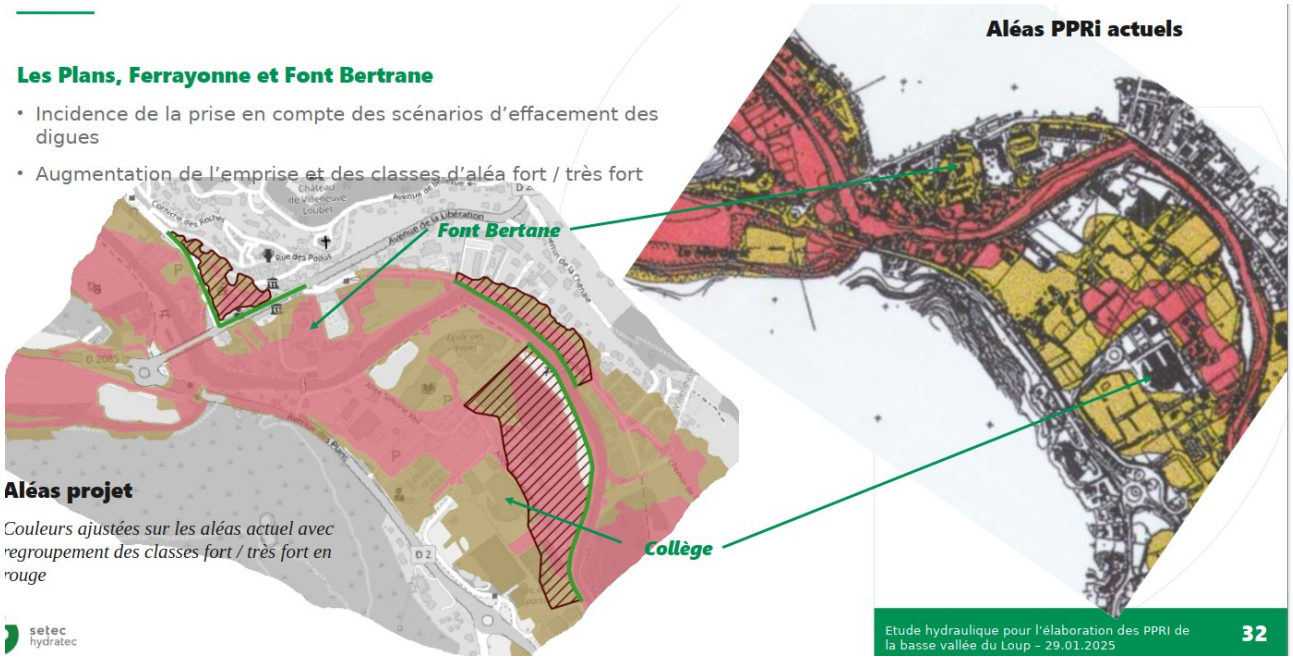
1.2.1. Evolution de l’emprise inondable du PPRi

Comparaison des surfaces couvertes par les PPRI actuels et le futur.

Communes	Superficie communale (ha)	Part couverte par les PPRI actuels (secteur Loup)	Part couverte par l’aléa (PPRI projet)
Roquefort-les-Pins	2 153	Non concerné	3 % (± 65 ha)
La Colle-sur-Loup	982	4,4 % (± 43 ha)	4,7 % (± 46 ha)
Villeneuve-Loubet	1 960	8,2 % (± 161 ha)	10,8 % (± 211 ha)
Cagnes-sur-mer	1 795	1 % (± 18 ha)	1 % (± 18,5 ha)
Total	6 890	2,90 % (222 ha)	5,00 % (340,5 ha)

Comparaisons sur quelques secteurs entre l'aléa du Projet avec celui des PPRi actuels :

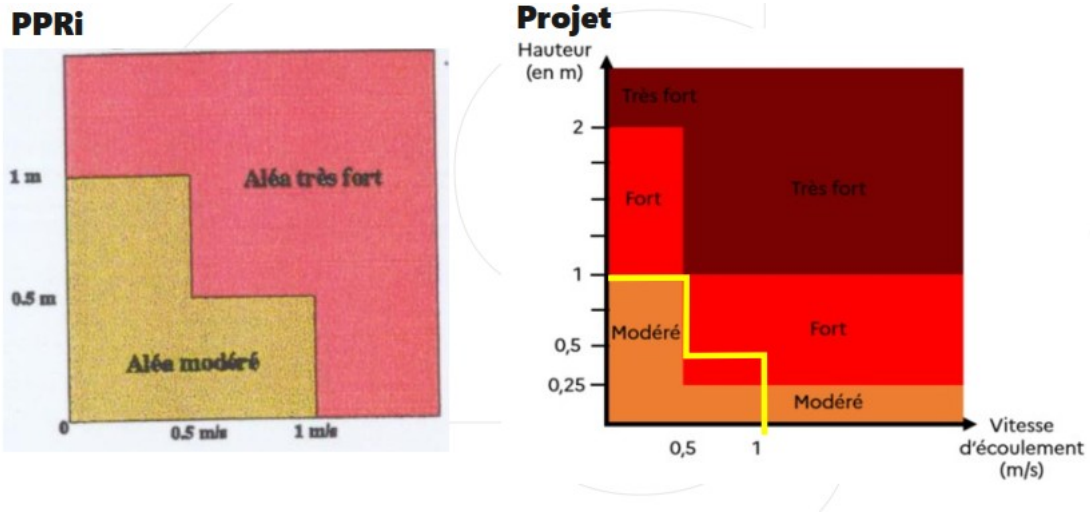




1.2.2. Explication sur les différences entre l'emprise actuelle et celle de projet

L'augmentation de l'emprise et des catégorisations de l'aléa s'explique par plusieurs points :

- Etudes basées sur un nouveau jeu de données ;
- Modification des classes d'aléa :



- Prise en compte des risques de formation d'embâcles ;
- Prise en compte des risques de défaillance des systèmes d'endiguements ;
- Ajout des vallons côtiers sur Villeneuve-Loubet.

1.2.3. Le projet de règlement

Le projet de PPRi prévoit de préserver des zones d'expansion des crues en zone naturelle ou agricole (ce qui n'est pas le cas pour les PPRi actuellement en vigueur, basés uniquement sur les aléas), et d'adapter les règles de construction en zone urbaine selon le niveau de l'aléa, avec un principe général d'interdiction de nouvelles constructions dans les zones à aléa fort. L'objectif principal du PPRi est de soustraire à l'urbanisation les secteurs les plus exposés à l'aléa inondation et d'imposer des prescriptions adaptées là où la construction restera possible sous certaines conditions au regard de la nature et de l'intensité du risque.

Le règlement du PPRi se basera notamment sur les principes suivants :

- les zones inondables peu ou pas urbanisées seront rendues inconstructibles ;

- les projets concernant les constructions existantes et les nouveaux projets autorisés en zone urbanisée le seront sous réserve d'adaptation des constructions aux aléas et de non-aggravation des risques pour les terrains voisins ;

- le renouvellement urbain adapté au risque sera autorisé et encouragé.

Ces principes conduiront à imposer, pour les projets autorisés et de façon générale :

- la non aggravation des risques en tout point ;

- la cote de plancher au-dessus de la cote de référence pour les constructions nouvelles, ainsi que pour les nouveaux planchers habitables en cas d'adaptation de l'existant ;

- le respect d'un rapport d'emprise au sol en zone inondable ;

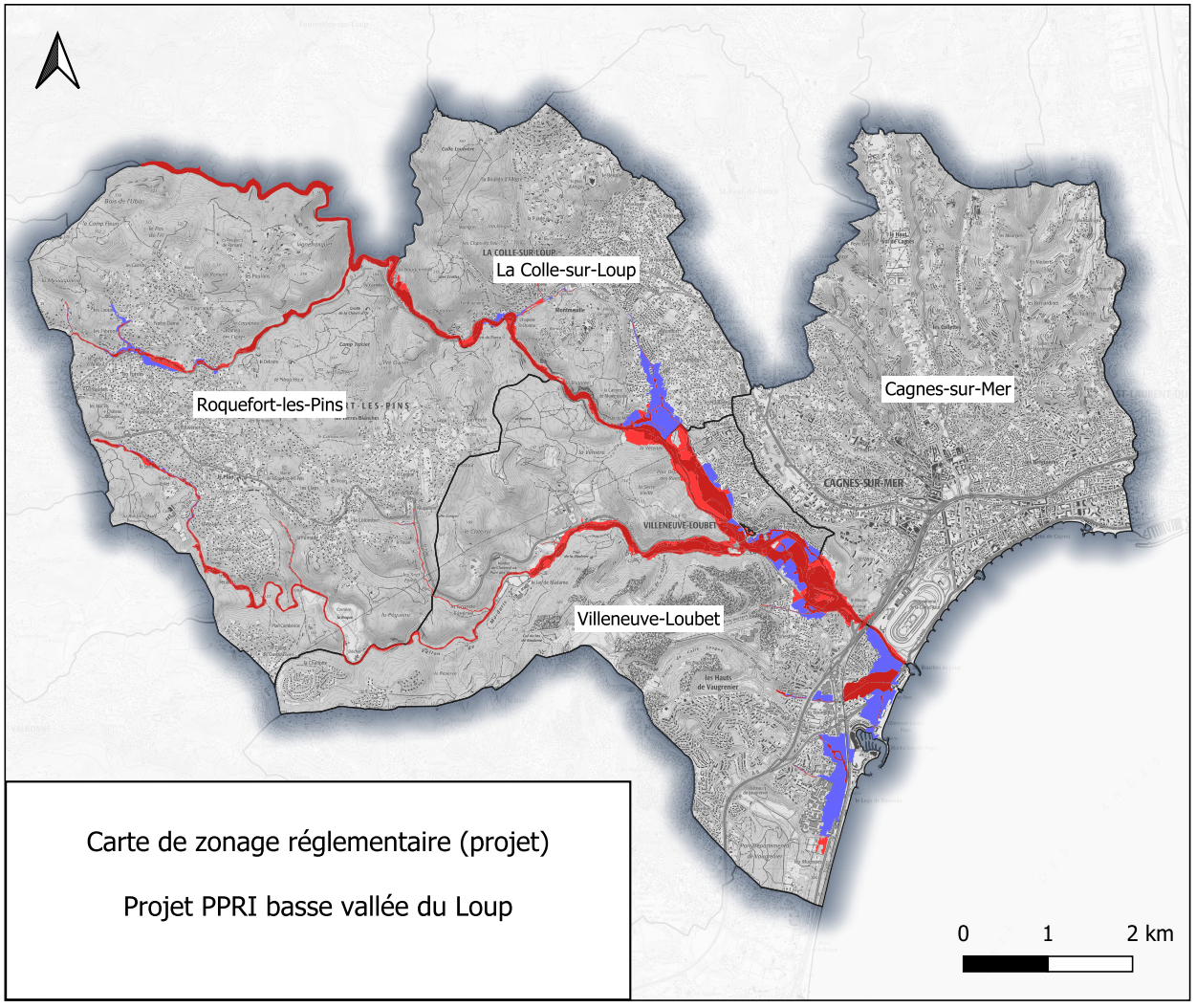
- la réalisation de nouveaux projets hors bande de recul par rapport aux vallons et canaux.

Le projet de PPRi ne comportera aucun programme de travaux d'aménagement des cours d'eau.

Il n'est pas prévu de faire appel aux exceptions au principe d'inconstructibilité du décret n° 2019-715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine » (pas de système d'endiguement dont le niveau de protection est au moins égal à l'aléa de référence et pas de relocalisation d'une zone urbaine).

1.2.4. Le projet de zonage

Ci dessous un aperçu du projet de zonage.



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Légende

Projet de zonage
- B1
- R1
- R2
- R4
- Limites communales

Scan 25 TOPO

Carte de zonage réglementaire (projet)

Projet PPRI basse vallée du Loup

Sources: DDTM06, DREAL PACA, IGN

2. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées

2.1. Les communes concernées

2.1.1. Roquefort-les-Pins

Roquefort-les-Pins est une commune de 7276 habitants (données INSEE 2021).

La densité de population y est de 337,9 habitants /km².

2.1.2. La Colle-sur-Loup

La Colle-sur-Loup est une commune de 8 084 habitants (données INSEE 2021).

La densité de population y est de 823,2 habitants /km².

2.1.3. Cagnes-sur-mer

Cagnes-sur-mer est une commune de 52 580 habitants (données INSEE 2021).

La densité de population y est de 2 929,2 habitants /km².

2.1.4. Villeneuve-Loubet

Villeneuve-Loubet est une commune de 16 779 habitants (données INSEE 2021).

La densité de population y est de 856,1 habitants /km².

2.2. Enjeux environnementaux des territoires

Type de zone	Existence sur les communes	Interférence avec zonage du PPRi
SAGE	Non	/
Cours d'eau identifiés comme réservoirs biologiques dans le cadre du SDAGE	Oui	Oui Le Loup de sa source à l'aval de sa confluence avec la Miagne _ RbioD00520 Linéaire reporté sur la carte n°1 en Annexe
ZNIEFF	Oui	Oui ZNIEFF type 1 – Massif de Biot ZNIEFF type 2 – Le Loup

		Périmètre reporté sur la carte n°1 en Annexe
Natura 2000	Oui	Oui ZSC -Rivière et gorge du Loup ZPS – Préalpes de Grasse Périmètre reporté sur la carte n°2 en Annexe
SRCE	Oui	Oui Périmètre reporté sur la carte n°3 en Annexe
Arrêté de biotope	Non	/
Zones humides	Oui	Oui
Parc ou réserve naturelle	Non	/
Périmètre de protection de captage AEP	Oui	Oui Périmètre reporté sur la carte en Annexe

Le PPRi envisagé n'impactera pas ces différentes zones puisqu'il ne portera pas de prescriptions de nature à impacter les enjeux environnementaux pré-cités.

3. Principales incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et la santé humaine

3.1. Effets potentiels sur l'étalement urbain

Le futur règlement et carte des enjeux comporteront trois zones d'urbanisation, dont Centre Urbain (CU), Autre Zone Urbanisée (AZU) et Zone Peu ou Pas Urbanisée (ZPPU).

Pour les ZPPU, l'un des objectifs de cette zone sera de préserver les zones d'expansion des crues de toute urbanisation que ce soit en présence d'un aléa faible ou fort. L'effet sera de limiter l'artificialisation du territoire et l'exposition des populations face au risque.

En dehors de cette zone, les PPRi n'ont pas vocation à geler l'urbanisation des communes de leurs périmètres mais permettent au moyen de prescriptions d'accompagner les mutations urbaines en garantissant leur prise en compte au regard du risque inondation. Ils visent à réduire les impacts négatifs des inondations sur la population, les biens, l'environnement, l'économie. Ils contribuent à améliorer la résilience du territoire.

3.2. Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles

Les PPRI ne constituent pas un programme de travaux mais arrêtent des prescriptions qui permettent de réduire la vulnérabilité d'un territoire et de préserver les zones naturelles. En aucun cas ne seront prescrites des mesures structurelles (de ralentissement dynamique par exemple). Les prescriptions sont relatives à l'entretien des cours d'eau, à la gestion de crise (PCS, information préventive, plans d'évacuation ERP), aux établissements et équipements sensibles.

Il n'y aura donc pas de travaux prescrit par le PPRi, hormis l'entretien courant des cours d'eau et vallons tel que prévu dans le code de l'environnement et les travaux de protections individuelles pour la réduction de vulnérabilité des biens existants (type batardeau).

3.3. Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment)

Il n'y a pas d'impact négatif sur la pollution des eaux, plutôt des effets positifs. En effet, les prescriptions peuvent conduire à encadrer les modalités de stockage des produits polluants et d'ancrage des citernes dans les zones inondables.

Le maintien de zones d'expansion des crues est également une mesure qui va dans le sens de la préservation des milieux aquatiques.

3.4. Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages

Pas d'impact significatif.

3.5. Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances

Le PPRi a vocation à protéger les biens et les personnes et non pas à les exposer à des risques nouveaux.

3.6. Conclusion sur les incidences du futur PPRi :

Le périmètre du futur PPRi sera en zone Natura 2000 du secteur, toutefois le document n'impactera pas négativement les zones concernées. Il présentera essentiellement des contraintes supplémentaires pour les aménageurs et rendra impossible la réalisation de certains projets, notamment sur les zones d'expansion des crues qui constituent généralement des réservoirs de biodiversité.
Le nouveau PPR ne prescrira pas de travaux en milieu sensible en dehors de ceux qui relèvent

déjà d'obligations réglementaires pré-existantes comme l'entretien des cours d'eau.
Le nouveau PPR ne permettra pas d'ouvrir à l'urbanisation certains secteurs dans la mesure où le PPR ne contiendra pas de programme de travaux de protection. Il aura l'effet inverse en rendant impossible certaines urbanisations dans les secteurs les plus exposés.

Le PPR est un document qui va dans le sens de la précaution et qui n'a pas vocation à permettre des projets qui auraient été impossibles avant sa mise en œuvre.

Le projet de PPR aura un impact positif sur la santé humaine puisqu'il vise à limiter l'exposition de la population au risque d'inondation. Il permettra notamment d'éviter que des établissements générant une fréquentation humaine importante, soient implantés sur des terrains soumis à un aléa significatif.

La prévention des dommages aux biens et aux personnes est d'ailleurs l'essence même du plan envisagé.

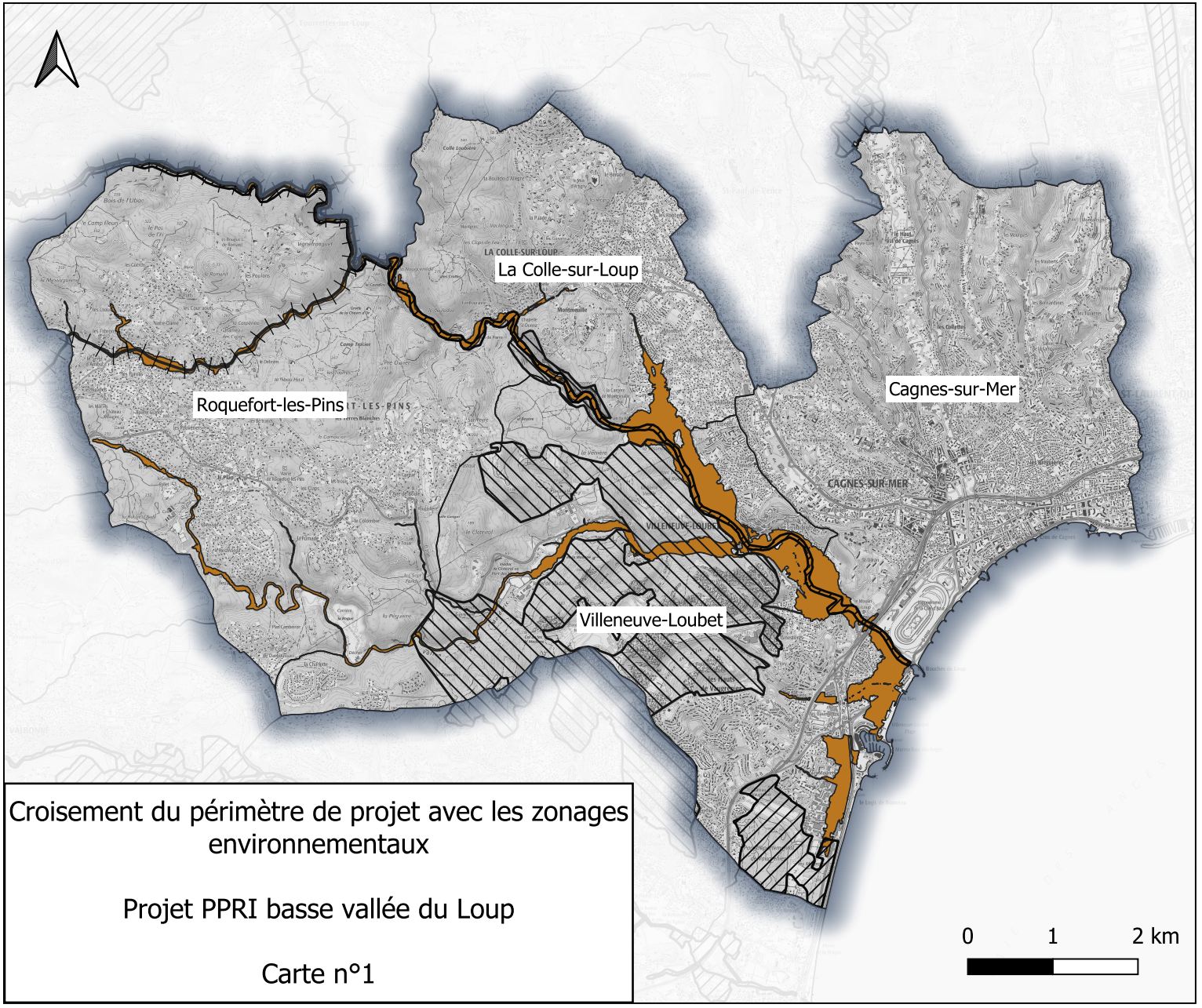
Le nouveau PPRi n'aura pour effet que d'imposer des contraintes aux aménageurs. Il n'aura en aucun cas pour effet de permettre ou de faciliter des aménagements ayant des incidences environnementales négatives. Le projet de PPRi permettra le renouvellement urbain en zone inondable déjà urbanisée, en réduisant la vulnérabilité du patrimoine bâti. Le report d'urbanisation sera de fait limité.

Les PLU devront dès approbation du document intégrer ces contraintes.

Annexes

Cartes annexées au présent rapport :

Croisement du périmètre du projet de PPRi avec les principaux zonages environnementaux sur les communes de Roquefort-les-Pins, La Colle-sur-Loup, Villeneuve-Loubet et Cagnes-sur-mer



PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Croisement du périmètre de projet avec les zonages environnementaux

Projet PPRI basse vallée du Loup

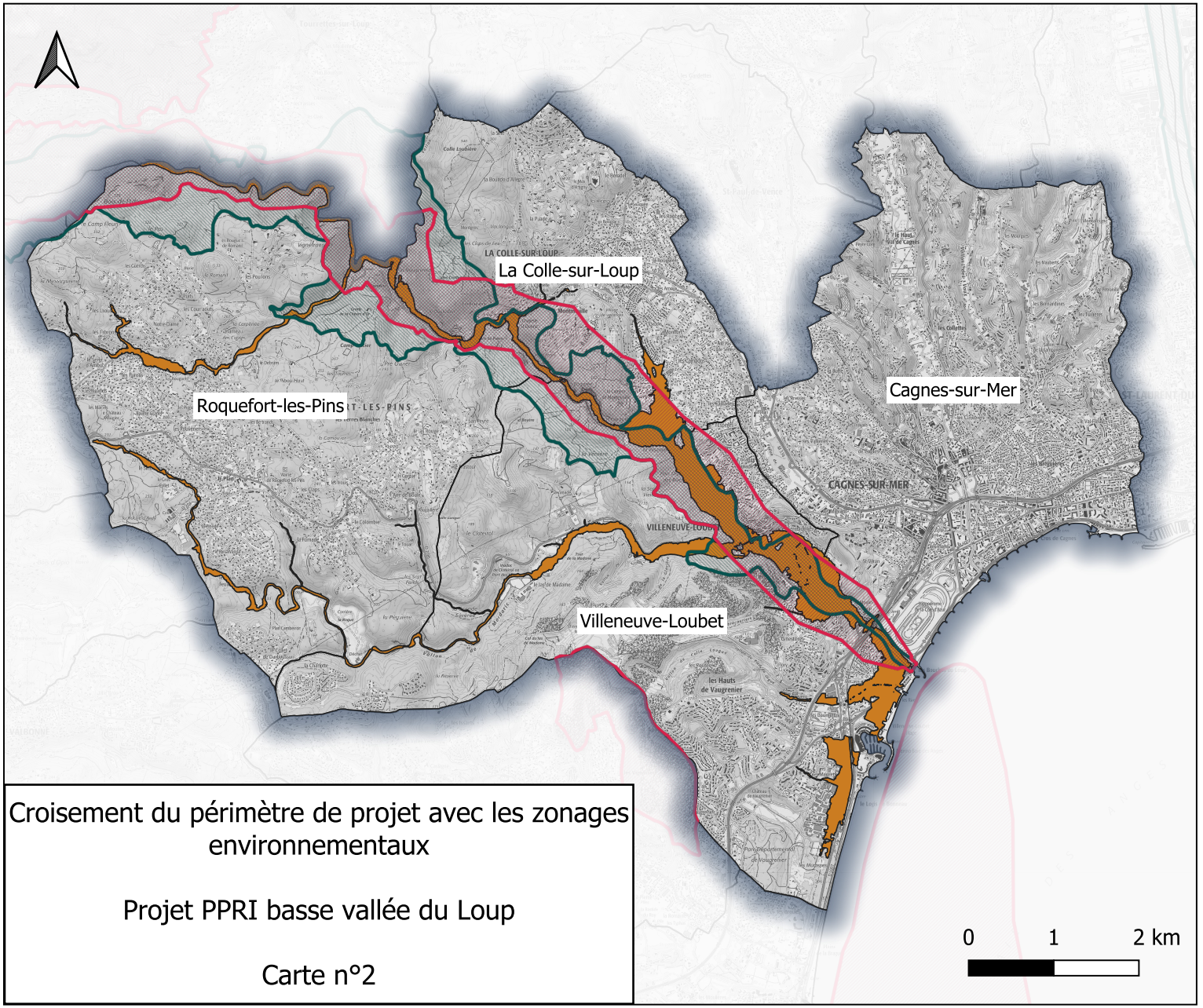
Carte n°1

Légende

- ZNIEFF type 1
- ZNIEFF type 2
- SDAGE - Réservoir biologique
- Emprise zonage PPRi
- Limites communales

Scan 25 TOPO

Sources: DDTM06, DREAL PACA, IGN



PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Croisement du périmètre de projet avec les zonages environnementaux

Projet PPRI basse vallée du Loup

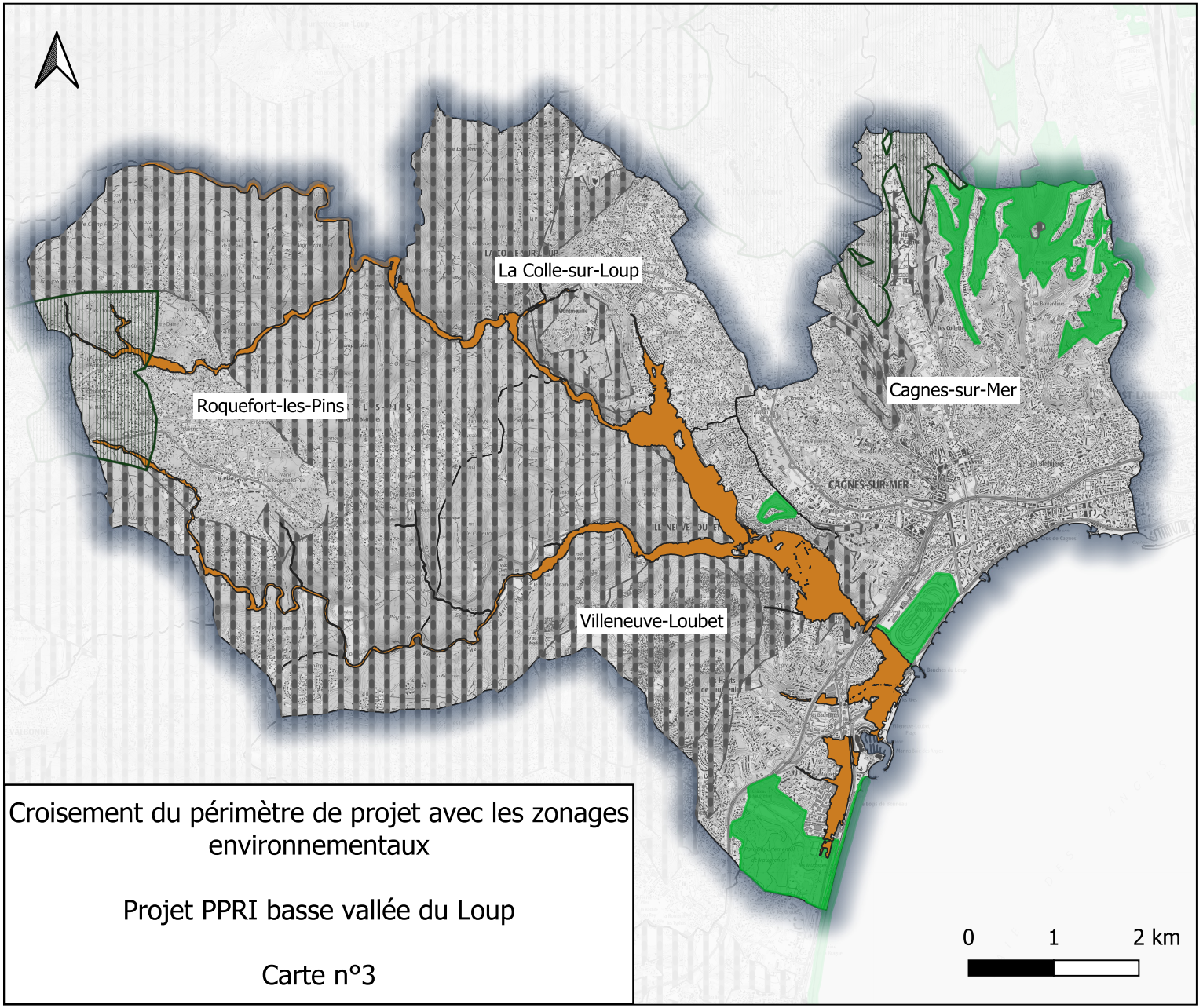
Carte n°2

Légende

- Directive Habitat : Zones Spéciales de Conservation (ZSC)
- Directive Oiseaux : Zones de Protection Spéciale (ZPS)
- Emprise zonage PPRi
- Limites communales

Scan 25 TOPO

Sources: DDTM06, DREAL PACA, IGN



PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Légende

Corridors du SRCE

- A préserver

Réservoirs du SRCE

- A préserver
- A remettre en bon état

- Emprise zonage PPRi
- Limites communales

Scan 25 TOPO

Croisement du périmètre de projet avec les zonages environnementaux

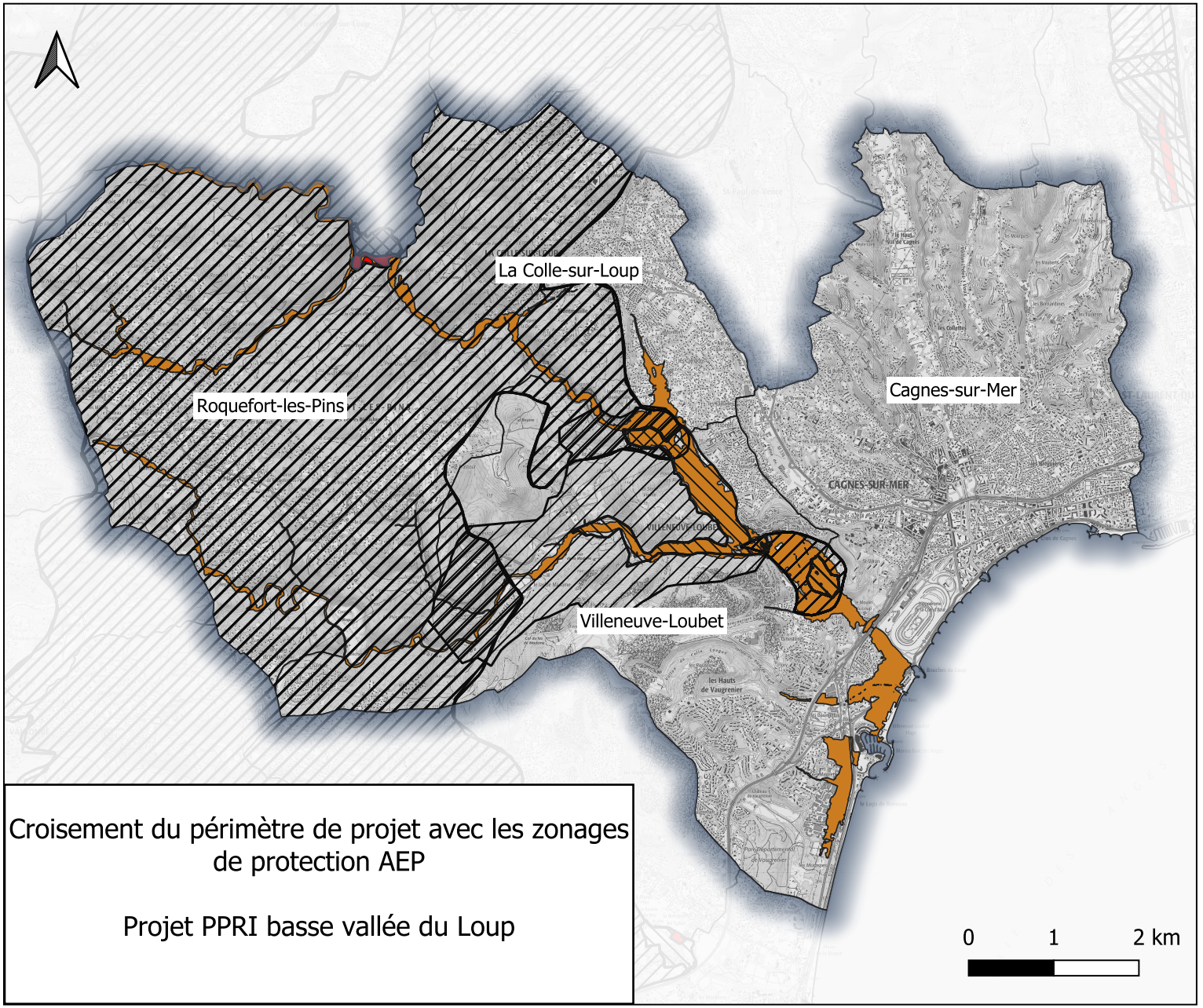
Projet PPRI basse vallée du Loup

Carte n°3

Sources: DDTM06, DREAL PACA, IGN

Carte annexée au présent rapport :

Croisement du périmètre du projet de PPRi avec les zonages de protection de l'alimentation en eau potable sur les communes de Roquefort-les-Pins, La Colle-sur-Loup, Villeneuve-Loubet et Cagnes-sur-mer



PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES
Liberté
Égalité
Fraternité

Croisement du périmètre de projet avec les zonages de protection AEP

Projet PPRI basse vallée du Loup

Légende

Périmètres de protection AEP ayant une DUP
- périmètre captage immédiat
- périmètre captage rapproché
- périmètre captage éloigné

Emprise zonage PPRi

Limites communales

Scan 25 TOPO

Sources: DDTM06, DREAL PACA, IGN